

'NIGHT TIME SPINACH'

**CONSERVATION AND LIVELIHOOD
IMPLICATIONS OF WILD MEAT USE
IN REFUGEE SITUATIONS
IN NORTH-WESTERN TANZANIA**

George Jambiya
Simon Milledge
Nangena Mtango

TRAFFIC East/Southern Africa



Published by TRAFFIC East/Southern Africa.

© 2007 TRAFFIC East/Southern Africa.

All rights reserved.

All material appearing in this publication is copyrighted and may be reproduced with permission. Any reproduction in full or in part of this publication must credit TRAFFIC East/Southern Africa as the copyright owner.

The views of the authors expressed in this publication do not necessarily reflect those of the TRAFFIC network, WWF, IUCN – The World Conservation Union, or the Rufford Maurice Laing Foundation.

The designations of geographical entities in this publication, and the presentation of material, do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of TRAFFIC or its supporting organizations concerning the legal status of any country, territory or area, or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

The TRAFFIC symbol copyright and Registered Trademark ownership is held by WWF. TRAFFIC is a joint programme of WWF and IUCN. TRAFFIC is UK Registered Charity No. 1076722.

Suggested citation: Jambiya, G., Milledge, S.A.H. and Mtango, N. (2007). *'Night Time Spinach': Conservation and livelihood implications of wild meat use in refugee situations in north-western Tanzania*. TRAFFIC East/Southern Africa, Dar es Salaam, Tanzania.

Key words: Wild meat, refugees, Tanzania.

ISBN: 978-1-85850-231-1

Credits for front cover photographs: Megan Diamond/Tom Milliken/Simon Milledge/TRAFFIC

RESUME

Le Plan de gestion des réserves de chasse Burigi, Biharamulo et Kimisi , Région de Kagera (MNRT, 2005a).

Credit: Simon Milledge/TRAFFIC

Les conséquences de l'exploitation non durable de la viande sauvage sur la gestion de la faune sauvage et les moyens de subsistances dans les zones d'accueil des réfugiés dans le nord ouest de la Tanzanie sont rarement reconnues par l'ensemble des parties prenantes. Cette étude fait le point sur l'utilisation de la viande de la faune sauvage dans le contexte des réfugiés dans le nord ouest de la Tanzanie, les impacts associés, les facteurs prépondérants, et l'adéquation de certaines interventions de gestion déjà prises.

La prise de conscience de l'importance de la viande d'espèces sauvages (ci-après viande sauvage) comme moyens de subsistance des populations rurales pauvres en Afrique continue de croître. Les problèmes causés par une exploitation non durable des espèces sauvages sont de plus en plus reconnus. Pourtant la dynamique de l'exploitation de la faune sauvage, sa consommation, et son commerce dans les zones accueillant des populations réfugiées n'a pas reçu l'attention appropriée, malgré le fait que beaucoup de pays, terres d'accueil des réfugiés en Afrique, constituent également l'habitat d'espèces sauvages nombreuses et variées. L'importance de l'utilisation de la viande sauvage dans le contexte de la présence de réfugiés a besoin d'être connue et mieux comprise afin d'améliorer les efforts de conservation, de développement locaux et les opérations d'aide aux réfugiés.

La Tanzanie constitue un cas d'étude pertinent pour évaluer ces problèmes. Depuis 1993, ce pays a accueilli une des plus importantes concentrations de réfugiés au monde et la plus importante en Afrique. Néanmoins, les conséquences de l'utilisation des ressources fauniques sur la conservation et les moyens de subsistance dans les régions d'accueil des réfugiés dans le nord ouest de la Tanzanie ont été faiblement documentées et comprises. Cette étude est un premier pas afin d'y remédier. Les premières conclusions suggèrent qu'un éventail plus large de réponses programmatiques et politiques qui s'attaquent aux causes profondes et aux forces motrices de l'utilisation de la viande de brousse pourrait sans doute mieux répondre aux besoins des moyens de subsistance et de sécurité alimentaire à la fois des réfugiés et des communautés locales d'une manière durable plutôt que des mesures de contrôles seulement.

Cette étude s'appuie sur des données collectées durant les visites de deux domaines des régions de Kagera et Kigoma; un atelier de travail des parties prenantes à Kigoma; et une revue de la littérature sur des documents publiés et non commerciaux traitant de la viande d'animaux sauvages, des moyens de subsistances, des défis environnementaux associés à la gestion des populations de réfugiés.

Il est maintenant bien connu que les grands flux entrant de réfugiés dans le nord ouest de la Tanzanie ont causé des pertes et des dégradations significatives des forêts. Il semblerait aussi que cela ait coïncidé avec l'augmentation dramatique de l'exploitation de la viande d'animaux sauvages, tant au niveau de la quantité que de l'étendue. Dans certains cas, les préférences culturelles des réfugiés ont mis en danger des espèces sauvages rares et précieuses. Dans d'autres cas, la taille réelle la population de réfugiés a montré que l'exploitation de viande sauvage atteint des niveaux non durables. Le rôle des réfugiés dans l'exploitation, le commerce et la consommation de viande d'animaux sauvages a sensiblement accru le ressentiment local envers les réfugiés, avivant un certain état d'esprit quant à la criminalité des réfugiés, cet état d'esprit

n'étant pas nécessairement fondé. La nature de l'implication locale dans cette problématique a été obscurcie par ce climat de suspicion.

L'usage de la viande d'animaux sauvages dans les camps de réfugiés a cependant été problématique pour deux raisons. La première est que cela a aidé à dissimuler les conséquences de l'échec de la communauté internationale pour satisfaire les besoins primaires des réfugiés. De plus, le fait que l'exploitation de la viande d'animaux sauvages soit toujours illégale signifie que les réfugiés ont été pénalisés deux fois : leurs droits au minimum standard des soins humanitaires ne sont pas toujours respectés et leurs propres tentatives pour qu'ils le soient sont rendues criminelles, du fait de la loi tanzanienne relative à la faune sauvage. La seconde raison est que la nature et l'étendue de l'exploitation de la viande d'animaux sauvages autour des camps de réfugiés y a, semble-il, causé le déclin précipité de populations d'espèces sauvages. De tels déclin constituent, pour les autorités locales, une perte de revenus, étant donné que ces dernières voient échapper des opportunités de gains de revenus issus de chasse aux trophées ou de visites de réserves de gibier. De plus, malgré son illégalité, la viande d'animaux sauvages était une ressource locale importante avant l'arrivée des réfugiés. Ainsi, la baisse de sa disponibilité combinée à la nature illégale de son prélèvement, a largement augmenté le ressentiment local, particulièrement celui des autorités, envers les réfugiés.

Un examen des efforts à fournir pour remédier aux impacts environnementaux des réfugiés dans ces zones révèle qu'un accent important doit être mis sur le maintien de l'ordre, soit par le renforcement de la loi soit par des efforts pour améliorer la gestion locale des aires protégées. Ces réponses étaient nécessaires mais n'ont pas permis d'atteindre les racines du problème de l'exploitation de la viande d'animaux sauvages par les réfugiés. Certains organismes se sont concentrés sur le développement de la prise de conscience environnementale et sur l'augmentation d'alternatives protéiniques, mais l'efficacité de ces activités sur les principaux facteurs du problème reste floue.

Par conséquent, cette étude identifie un nombre important de facteurs prépondérants derrière l'utilisation de la viande d'animaux sauvages dans les aires d'accueil des réfugiés du nord ouest de la Tanzanie. L'emplacement de camps près de réserves de chasse et des parcs nationaux et l'utilisation de la viande d'animaux sauvages dans cette région avant les afflux importants de réfugiés dans les années 1990 signifiaient que l'augmentation de la consommation de viande d'animaux sauvages était inévitable, en l'absence de facteurs d'atténuation. La viande d'origine sauvage était bien moins chère et plus appétante que celle du bœuf local pour beaucoup de réfugiés. Durant les périodes creuses, l'absence de viande et les faibles niveaux caloriques des rations des réfugiés ont incité ces derniers à rechercher de la viande sauvage. La recherche et le commerce de la viande d'animaux sauvages ont aussi permis aux réfugiés de générer des revenus, autrement très difficiles, compte tenu de la loi des réfugiés de Tanzanie qui décourage l'autosuffisance à l'intérieur des camps de réfugiés.

Ces facteurs prédominants suggèrent un certain nombre de pistes pour les acteurs concernés par la problématique de gestion de la viande d'animaux sauvages dans ce contexte de réfugiés. Le renforcement des lois environnementales s'accroîtra, particulièrement dans le cas des espèces menacées et précieuses comme le chimpanzé ou l'éléphant. Cependant, le seul renforcement des lois n'est pas une réponse suffisamment efficace. Des alternatives complémentaires existent. Les organisations de soutien aux réfugiés doivent traiter le problème de la législation en matière de ravitaillement qui s'il n'est pas géré, aura des impacts négatifs sur les zones environnantes de la région. Pour leur part, les autorités locales souhaitent considérer les possibilités de légalisation du commerce de la viande de brousse dans certaines régions, durant des périodes de l'année définies et pour certaines espèces. La mise en place de primes pour accroître les ravitaillements en viande de bétail à des prix abordables devrait être encouragé comme alternative à la viande d'animaux sauvages.

Des mécanismes de régulation, fournissant de la viande légale, d'animaux domestiques et sauvages, aideraient à générer localement des revenus et à subvenir aux besoins en nourriture des réfugiés, de manière pérenne. Enfin, il serait souhaitable que le législateur reconsidère les restrictions sur la génération de revenus s'appliquant aux réfugiés, ces restrictions créant des incitations perverses pour l'exploitation illégale de la viande de brousse, fragilisant par là même d'autres programmes du gouvernement axés sur la conservation et la gestion des espèces sauvages, par exemple.

INTRODUCTION

La viande de brousse et la sécurité alimentaire

Le commerce et l'exploitation de la viande d'animaux sauvages est au premier rang de la convergence entre la conservation de la biodiversité, les moyens de subsistances et la sécurité alimentaire dans de nombreux pays en voie de développement (Mainka *et al.*, 2002). Le commerce de viande d'animaux sauvages a été identifié comme à la fois une sérieuse menace pour des populations fauniques en Afrique de l'est et australe, et comme un problème important pour la sécurité alimentaire auxquels de nombreuses communautés rurales doivent faire face. Ainsi, la viande d'animaux sauvages constitue une source de protéines conséquente, bon marché et recherchée et permet, grâce à son commerce, de gagner de l'argent, là où les sources de revenus sont peu nombreuses.

Souvent considéré comme un problème de forêt tropicale impliquant les primates, la recherche a clairement mis en évidence l'étendue de l'exploitation de la viande d'animaux sauvages en Afrique de l'est et australe (Bakarr *et al.*, 2001 ; Barnett, 2000 ; Chardonnet *et al.*, 2002 ; Friedmann, 2003). Même si le commerce de viande d'animaux sauvages d'origine légale est une activité économique croissante en Afrique de l'est et australe, son potentiel est rarement reconnu par les communautés rurales à cause des problèmes de propriété, d'accès et de facteurs relatifs à la pauvreté. D'un autre côté, le commerce et l'utilisation de viande d'animaux sauvages d'origine illicite, souvent appelée viande de brousse, joue un rôle central dans la sécurité alimentaire rurale, implique plus de personnes qu'aucune autre activité relative à la faune sauvage, et contribue largement à la génération de revenus (Brown *et al.*, 2007).

Malheureusement, les impacts de cette utilisation et de ce commerce peuvent être tout aussi fondamentaux, et un facteur majeur contribuant au déclin de plusieurs espèces (Barnett, 2000). Le déclin progressif et parfois l'élimination complète de grandes espèces dans les zones de chasse principales, mènent à une dépendance vis-à-vis de plus petites espèces. La triste réalité est que ceux qui vivent plus près et qui sont plus dépendants des sources de nourriture d'origine sauvage sont, en général, ceux qui paient directement le prix de la perte de la biodiversité.

En Tanzanie, la chasse d'animaux sauvages pour la viande se fait sur l'ensemble du territoire et a conduit à des dynamiques commerciales informelles voire secrètes. La législation de préservation de la faune et de la flore en Tanzanie mentionne que l'aggravation des prélèvements et du commerce illégaux d'animaux sauvages est l'un des défis majeurs auquel doit faire face le secteur de la faune sauvage (MNRT, 1998). Les communautés limitrophes de réserves de chasse et de parcs nationaux et particulièrement les chasseurs ou communautés faisant face à des situations de famine, recherchent souvent l'accès à des prélèvements d'animaux (dont les poissons) comme sources importantes de protéines. Par exemple, la viande d'animaux sauvages constitue 55 à 95% des besoins en protéines animales dans l'ouest du Serengeti et à du district Meatu (Barnett, 2000). Bien qu'étant une activité illégale depuis la deuxième moitié du siècle dernier, le commerce de viande d'animaux sauvages a continué de croître pour les raisons suivantes (Balduş, 2002) :

- Non seulement le renforcement des lois de préservation de la faune à l'intérieur des zones protégées est extrêmement ambitieux, mais la tâche qui consiste à protéger les espèces sauvages à l'extérieur des zones protégées s'est révélée quasiment impossible si elle n'est basée que sur un renforcement de la loi.
- La sensibilisation au caractère illégal et aux impacts sur la conservation associés à l'achat et à la consommation de viande d'animaux sauvages est très faible. Ainsi pour les populations rurales, ce n'est pas perçu comme une activité néfaste.

- La demande de viande d'animaux sauvages est croissante à cause d'une population et d'un pouvoir d'achat croissants ;
- Il n'existe pas toujours un sens de la propriété des zones protégées et des réserves de chasse, conduisant à des exploitations incontrôlées de viande d'animaux sauvages ;
- La viande d'animaux sauvages est moins chère que celle du bœuf et est, dans le plupart des zones rurales, la seule viande réellement accessible (particulièrement dans les zones des pays infestés par la mouche tsé-tsé).

Après l'échec des mesures de renforcement des lois afin de limiter le commerce de viande sauvage, il est nécessaire d'envisager de nouvelles alternatives plus efficaces et pragmatiques. C'est un défi considérable, et il est par conséquent important que des partenariats efficaces se développent entre les professionnels de la conservation, les organisations et les partenaires locaux dans les problématiques de développement des communautés (Barnett, 2000; Baldus, 2002). La formalisation de la sécurisation des régimes fonciers et le transfert de la propriété de la faune aux propriétaires terriens sont d'autres axes stratégiques (Barnett, 2000).

Les réfugiés et la viande sauvage

Les dynamiques du commerce et de l'utilisation de la viande d'animaux sauvages sont aussi variées géographiquement que la diversité des espèces impliquées. Dans les camps de réfugiés, le commerce de viande d'animaux sauvages peut atteindre des sommets, mais il n'a reçu qu'une attention très limitée. Comme les réfugiés sont conduits hors de leurs terres, dans de nouvelles terres généralement boisées, le seul travail à faire est de l'agriculture sur brûlis ou de la chasse d'animaux sauvages pour leur viande pour améliorer les rations alimentaires et sécuriser une alimentation préférée. Bien que certains travaux se soient focalisés sur les impacts des réfugiés sur l'environnement, en particulier les ressources forestières, il existe un manque d'informations sur les ressources de la faune sauvage. Toutefois, la combinaison des concentrations de populations humaines, les approvisionnements en nourriture fluctuant, et les populations d'animaux sauvages localement abondantes ont par le passé contribué à augmenter le commerce de viande d'animaux sauvages à l'intérieur et autour des camps de réfugiés. Ainsi, la viande d'animaux sauvages a permis de nourrir des centaines de milliers de personnes déplacées et affamées, particulièrement en l'absence d'alternative en protéines financièrement accessible ou culturellement acceptable.

Avec une relative stabilité politique et sociale, la Tanzanie a accueilli des réfugiés presque de façon continue depuis l'indépendance en 1961. Dans une région déchirée par les guerres civiles, la majorité des réfugiés viennent du Rwanda, du Burundi, de la République Démocratique du Congo, de l'Ouganda et d'autres pays d'Afrique australe (Rutinwa *et al.*, 2003). Plus de 800000 réfugiés entrèrent en Tanzanie, lors de deux vagues entre 1992 et 1997, la première dans la région de Kagera au milieu de l'année 1994, et la seconde dans la région de Kigoma fin 1996 (UNHCR, 2002a). Ceci inclut ce qui, à l'époque, fut le plus important mouvement de réfugiés de l'Histoire, quand un quart de million de Rwandais ont fuit vers le district de Ngara en 24h¹.

Bien que la majorité des réfugiés rwandais en Tanzanie rentrèrent chez eux en 1997, la Tanzanie accueille encore aujourd'hui la plus grande population de réfugiés en Afrique, les statistiques de l'UNHCR de 2007 estimant le nombre total de réfugiés encore présent en Tanzanie à 548000 (principalement du Burundi et de RDC), avec 63% de ces réfugiés habitant dans des camps dédiés. (UNHCR, 2007).

¹ Suite à l'assassinat du premier président Hutu élu du Burundi, Melchior Ndadaye, le 21 octobre 1993, l'opposition envahit le pays et 700000 Hutus partirent, dont plus de la moitié vers l'ouest de la Tanzanie. Six mois plus tard, quand les réfugiés s'apprêtaient à rentrer, les deux présidents du Rwanda et du Burundi s'écrasèrent en avion le 6 avril 1994. Le génocide qui s'en est suivi avec la disparition de plus d'un million de personnes, a amené des centaines de milliers de Rwandais à s'enfuir vers le nord ouest de la Tanzanie (Jaspars, 1994).

L'accueil et l'organisation de camps de réfugiés soulèvent de nombreux défis économiques, sociaux et environnementaux. Une évaluation détaillée de la présence des réfugiés au nord ouest de la Tanzanie révéla six principaux impacts négatifs (Rutinwa *et al.*, 2003):

- Menaces de la sécurité extérieure (relations tendues avec les pays d'origine) ;
- Menace de la sécurité intérieure (augmentation des activités criminelles) ;
- Dégradation environnementale ;
- Démantèlement des infrastructures ;
- Charge excessive sur l'administration et les autorités locales ;
- Retard du développement économique dans les régions où sont présents les réfugiés.

Au regard des préoccupations de préservation des forêts et de la faune sauvage, l'attention a été focalisée sur l'impact le plus visible et donc immédiatement identifiable : la dégradation des zones boisées environnantes résultant des demandes de construction et de bois de chauffe (Rutinwa *et al.*, 2003; Annexe 2). Bien que cela ne soit pas très évident, il est bien connu que le commerce de viande d'animaux sauvages à l'intérieur et autour des camps de réfugiés a eu des impacts néfastes significatifs sur la faune et la flore sauvages, y compris sur celles avoisinant les aires protégées (e.g. réserves de chasse de Burigi, Biharamulo, Moyowosi, Kigosi et de Kimisi). En effet, en tant que résultante de la réduction de la faune, le potentiel du tourisme de consommation des aires protégées et leurs environs a considérablement chuté, se matérialisant par une baisse de revenu pour l'ensemble des parties prenantes.

En général, cependant, le lien entre l'utilisation de la viande d'animaux sauvages, la gestion des camps de réfugiés et les populations locales de la faune sauvage est faiblement comprise, avec une très faible attention accordée aux causes profondes et aux facteurs prépondérants. Il apparaît clairement qu'il est rare que le secteur de la faune sauvage puisse répondre aux exigences liées aux besoins nutritionnels des réfugiés. Ainsi, les implications à long terme aux niveaux humanitaire, environnemental et économique des tendances de la consommation et de l'exploitation de la viande sauvage sont faiblement prises en compte dans le cadre de la gestion des camps de réfugiés et de l'identification de solutions incitatives.

Objectifs de l'étude

Les intérêts humanitaires et de conservation garantissent un suivi rapproché des effets de l'exploitation de la viande de brousse et de son commerce à l'intérieur et autour des camps de réfugiés du nord ouest de la Tanzanie sur le lien entre les aspects environnementaux et socio-économiques. Cette étude vise à réunir les données disponibles et les perceptions de la situation de la faune sauvage qui a évolué dans le nord ouest de la Tanzanie au cours des vagues successives de réfugiés. Au cours des 40 dernières années, plus de 20 camps de réfugiés ont été localisés près de réserves de chasse, avec 13 camps restants en 2005. En effet, il est nécessaire de montrer, comprendre et documenter clairement les conséquences de la localisation des camps de réfugiés.

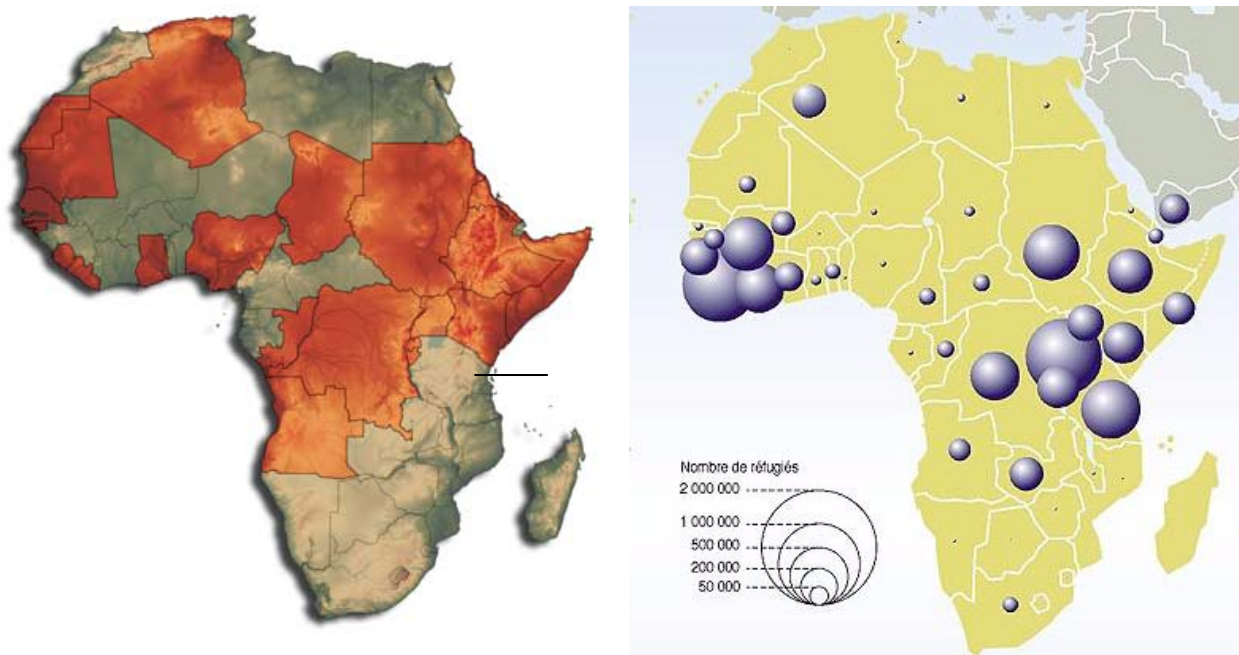
Cette étude a pour objectif final de contribuer à l'amélioration de la gestion des camps de réfugiés, existants et futurs, en terme de sécurité alimentaire pour les populations de réfugiés. C'est un premier pas vers la sensibilisation à la problématique du commerce de la viande d'espèces sauvages dans et autour des camps de réfugiés du nord ouest de la Tanzanie afin de donner à ce sujet l'attention qu'il mérite. De cette façon, l'étude recherche des directions et des moyens permettant d'arriver à des situations gagnant gagnant, plutôt que des interdictions pures et simples et une criminalisation du commerce de la viande d'animaux sauvages. Bien entendu, des recherches plus avancées seront certainement nécessaires avant qu'une meilleure compréhension ne permette de faire un plaidoyer et travailler sur les politiques publiques.

On espère que les efforts récents visant à apporter la paix dans la région des Grands Lacs porteront leurs fruits, comme semble le suggérer de récents développements encourageants. Le rapatriement des réfugiés rwandais a été partiellement réussi et le processus est encore en cours au Burundi et en RDC. Toutefois, il est important pour les autorités tanzaniennes disposent d'un plan d'urgence pour faire face aux afflux répétés de réfugiés au nord ouest du pays, aussi bien en terme de protection de la faune et de la flore sauvages qu'en terme de sécurité alimentaire. Les mêmes considérations doivent être prises en compte pour la future consolidation des camps existants et pour les efforts de rapatriement des réfugiés.

Bien entendu les leçons tirées de l'exemple du nord ouest de la Tanzanie pourraient être appliquées pour renforcer la gestion de situations similaires ailleurs dans le monde. Cependant, il est reconnu que les conditions locales (particulièrement le climat et les paysages) peuvent énormément varier entre les camps de réfugiés même entre des pays voisins. En 2003, quelques 6,2 millions de personnes furent impliquées dans 28 cas de présences prolongées de réfugiés, chacun de ces cas ayant duré environ 17 ans (UNHCR, 2004). En Afrique, la guerre et les troubles politiques ont fait de 21 pays des sources majeures de réfugiés et/ou de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (Anon, 2005 ; Figure1). Les dix groupes les plus importants de réfugiés en Afrique sont en provenance du Burundi, du Soudan, de l'Angola, de la Somalie, de la RDC, de l'Erythrée, du Liberia, de la Sierra Leone, du Rwanda et de l'Ethiopie (UNHCR, 2005a; Figure 1).

Figure 1

Principales sources (rouge) et taille des populations de réfugiés (bleu) en Afrique



Sources: Anon. (2005); UNHCR (2005a).

Note : UNHCR = HCRNU (in French)

TRAFFIC, the wildlife trade monitoring network, works to ensure that trade in wild plants and animals is not a threat to the conservation of nature. It has offices covering most parts of the world and works in close co-operation with the Secretariat of the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES).

For further information contact:

The Executive Director
TRAFFIC International
219a Huntingdon Road
Cambridge CB3 0DL, UK

Telephone: (44) 1223 277427
Fax: (44) 1223 277237
Email: traffic@traffic.org

Regional Director
TRAFFIC East/Southern Africa
P.O. Box CY 1409
Causeway, Harare
Zimbabwe

Telephone: (263) 4 252533
Fax: (263) 4 703902
Email: traffic@wwfsarpo.org

TRAFFIC East/Southern Africa
P.O. Box 106060
Dar es Salaam
Tanzania

Telephone: (255) 22 2701676
Fax: (255) 22 2701676
Email: traffictz@bol.co.tz

www.traffic.org



TRAFFIC
the wildlife trade monitoring network

is a joint programme of

